

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,  
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 99 — 1947

[99/22439]

29 AVRIL 1999. — Loi relative aux pratiques non conventionnelles dans les domaines de l'art médical, de l'art pharmaceutique, de la kinésithérapie, de l'art infirmier et des professions paramédicales (1)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

Article 1<sup>er</sup>.

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2.

§ 1<sup>er</sup>. Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par :

1° le ministre : le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions;

2° pratique non conventionnelle : la pratique habituelle d'actes ayant pour but d'améliorer et/ou de préserver l'état de santé d'un être humain et exercée selon les règles et conditions stipulées dans la présente loi.

Sont, pour l'application de la présente loi, des pratiques non conventionnelles :

- l'homéopathie, la chiropraxie, l'ostéopathie et l'acupuncture;
- les pratiques pour lesquelles une chambre est créée en application du § 4;

3° organisations professionnelles reconnues : les organisations professionnelles de praticiens d'une pratique susceptible d'être qualifiée de non conventionnelle, reconnues par le Roi sur base de critères fixés par Lui.

Ces critères portent notamment sur :

- la personnalité juridique;
- la liste des membres;
- l'engagement à participer à la recherche scientifique et à une évaluation externe.

§ 2. Une commission paritaire « pratiques non conventionnelles » est instituée auprès du ministre.

§ 3. Une chambre sera créée pour chacune des pratiques non conventionnelles suivantes, « homéopathie », « chiropraxie », « ostéopathie » et « acupuncture. »

§ 4. Le Roi peut, de sa propre initiative ou à la demande des organisations professionnelles concernées qui sont reconnues, installer des chambres pour d'autres pratiques non conventionnelles que celles mentionnées au § 3.

Art. 3.

§ 1<sup>er</sup>. Dans les six mois de son installation, la commission paritaire émet un avis au ministre en ce qui concerne les conditions générales applicables à l'exercice de toute les pratiques non conventionnelles.

Cet avis porte notamment sur l'assurance professionnelle et la couverture minimale, l'appartenance à une organisation professionnelle reconnue, un système d'enregistrement, un système de publicité, la liste d'actes non autorisés pour les praticiens non médecins.

Ces conditions générales sont, sur base de cet avis, déterminées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres. Toute disposition par laquelle le Roi s'écarterait de l'avis de la commission paritaire doit faire l'objet d'une motivation spéciale.

§ 2. Sur l'avis de la commission paritaire, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, enregistrer les pratiques non conventionnelles pour lesquelles une chambre a été créée en vertu de l'article 2.

La commission paritaire se prononce dans les trois mois de la transmission du projet d'avis de la chambre concernée, conformément à l'article 5, § 4.

Sur demande de la commission paritaire, ce délai peut être prolongé de trois mois maximum. A l'issue de cette période, l'avis est censé être rendu, et un rapport relatant les différentes positions exprimées au sein de la commission paritaire, est transmis au ministre.

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,  
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 99 — 1947

[99/22439]

29 APRIL 1999. — Wet betreffende de niet-conventionele praktijken inzake de geneeskunde, de artsenijsbereidkunde, de kinesitherapie, de verpleegkunde en de paramedische beroepen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1.

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2.

§ 1. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1° de minister : de minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft;

2° niet-conventionele praktijk : het gewoonlijk verrichten van handelingen die tot doel hebben de gezondheidstoestand van een menselijk wezen te bevorderen en/of te bewaken, met inachtneming van de in deze wet opgenomen voorschriften en voorwaarden.

Als niet-conventionele praktijken worden bij deze wet beschouwd :

- de homeopathie, de chiropraxie, de osteopathie en de acupuncture;
- de praktijken waarvoor, met toepassing van § 4, een kamer wordt ingesteld;

3° erkende beroepsorganisaties : de beroepsorganisaties van beoefenaars van een praktijk die in aanmerking kan komen om als niet-conventionele praktijk gekwalificeerd te worden en die door de Koning op grond van door Hem bepaalde criteria zijn erkend.

Die criteria hebben met name betrekking op :

- de rechtspersoonlijkheid;
- de ledenlijst;
- de verbintenis om deel te nemen aan wetenschappelijk onderzoek en aan een externe evaluatie.

§ 2. Bij de minister wordt een paritaire commissie « niet-conventionele praktijken » opgericht.

§ 3. Voor elk van de niet-conventionele praktijken « homeopathie », « chiropraxie », « osteopathie » en « acupuncture » wordt een kamer opgericht.

§ 4. De Koning kan uit eigen beweging of op verzoek van de betrokken beroepsorganisaties die een erkenning genieten, kamers instellen voor andere niet-conventionele praktijken dan die welke in § 3 worden vermeld.

Art. 3.

§ 1. Binnen zes maanden na haar instelling, formuleert de paritaire commissie ten behoeve van de minister een advies betreffende de algemene voorwaarden die gelden voor de uitoefening van alle niet-conventionele praktijken.

Dat advies heeft met name betrekking op de beroepsverzekering en de minimale dekking, het lidmaatschap van een erkende beroepsorganisatie, een registratiesysteem, een regeling inzake bekendmaking, een lijst van niet toegestane handelingen voor beoefenaars die geen arts zijn.

Op grond van dat advies worden die algemene voorwaarden door de Koning vastgesteld bij in Ministerraad overlegd besluit. Elke bepaling waarbij de Koning afwijkt van het door de paritaire commissie uitgebrachte advies, moet uitdrukkelijk met redenen worden omkleed.

§ 2. Op advies van de paritaire commissie kan de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit, de niet-conventionele praktijken registreren waarvoor, overeenkomstig artikel 2, een kamer werd ingesteld.

De paritaire commissie doet uitspraak binnen drie maanden na de overzending van het ontwerp van advies van de betrokken kamer, overeenkomstig artikel 5, § 4.

Op verzoek van de paritaire commissie kan die termijn met maximaal drie maanden worden verlengd. Na afloop van die periode wordt het advies geacht te zijn uitgebracht en wordt een verslag betreffende de verschillende, in de paritaire commissie naar voren gebrachte standpunten aan de minister overgezonden.

L'avis émis par la commission paritaire porte sur l'opportunité de l'enregistrement de la pratique non conventionnelle en tenant compte de critères relatifs à la qualité des soins, à leur accessibilité, à leur influence positive sur l'état de santé des patients; l'avis propose, en outre, une définition de la pratique visée.

Toute disposition par laquelle le Roi s'écarterait de l'avis de la commission paritaire doit faire l'objet d'une motivation spéciale.

§ 3. Dans les trois mois de la communication d'un projet d'avis par la Chambre concernée, la commission paritaire rend un avis sur les conditions dans lesquelles les praticiens d'une pratique non-conventionnelle enregistrée peuvent être enregistrés de manière individuelle.

Ces conditions peuvent notamment concerner les exigences en matière de formation et d'attestation de réussite de la formation, la formation permanente, la liste des actes autorisés et/ou non autorisés, un système de publicité.

Si aucun avis n'est émis par la commission paritaire à l'issue de la période prévue, l'avis est censé être rendu et un rapport relatant les différentes positions émises en son sein est transmis au ministre.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les conditions de l'enregistrement individuel des praticiens, sur base de l'avis émis par la commission paritaire.

Toutes dispositions par lesquelles le Roi s'écarterait de cet avis doit faire l'objet d'une motivation spéciale.

#### Art. 4.

Avant leur publication au *Moniteur belge*, les arrêtés pris en vertu des articles 2 et 3 sont communiqués aux présidents de la Chambre et du Sénat.

Ils ne peuvent produire leurs effets s'ils n'ont pas été confirmés par la loi avant la fin du sixième mois qui suit leur publication au *Moniteur belge*.

### CHAPITRE II. — Commission paritaire

#### Art. 5.

§ 1<sup>er</sup>. La commission paritaire est composée pour une moitié de membres proposés par les facultés de médecine et pour l'autre moitié de membres proposés par les chambres qui ont été créées en application de l'article 2. A chaque membre est adjoint un suppléant nommé dans les mêmes conditions.

§ 2. Les membres de la commission paritaire proposés par les facultés de médecine doivent être autorisés à exercer la médecine; il s'agit tant de généralistes que de spécialistes.

Les membres nommés sur proposition des chambres doivent exercer la pratique non conventionnelle concernée. Les membres des chambres peuvent eux-mêmes faire partie de la commission paritaire. Au moins un membre de chaque chambre doit siéger dans la commission paritaire.

Le Roi précise la composition de cette commission paritaire.

§ 3. Le Roi nomme les membres de la commission paritaire pour une période de six ans. Le mandat est renouvelable. Le ministre désigne le président et le vice-président de la commission paritaire en dehors des membres de la commission. Ils ont voix consultative. Le secrétariat est assuré par un fonctionnaire désigné par le ministre.

§ 4. La commission paritaire ne peut émettre un avis que dans la mesure où un projet d'avis lui a été communiqué par la chambre de la pratique concernée.

Cette disposition n'est pas d'application en ce qui concerne l'avis relatif aux conditions générales applicables pour toute pratique non conventionnelle, visé à l'article 3, § 1<sup>er</sup>.

Lors de la communication de l'avis, le projet d'avis de la chambre concernée est joint en annexe.

§ 5. La commission paritaire ne peut émettre d'avis que si plus de la moitié au moins de ses membres sont présents et moyennant l'approbation des deux tiers des membres présents.

Het door de paritaire commissie uitgebrachte advies heeft betrekking op de gepastheid van de registratie van de niet-conventionele praktijk, rekening houdend met criteria inzake de kwaliteit en de toegankelijkheid van de zorgverstrekking, alsook met de positieve invloed ervan op de gezondheidstoestand van de patiënten; daarnaast bevat het advies een omschrijving van de praktijk in kwestie.

Elke bepaling waarbij de Koning afwijkt van het door de paritaire commissie uitgebrachte advies, moet uitdrukkelijk met redenen worden omkleed.

§ 3. Binnen de 3 maanden nadat de betrokken Kamer een ontwerp van advies heeft medegedeeld, brengt de paritaire commissie een advies uit over de voorwaarden waaronder de beroepenaars van een geregistreerde niet-conventionele praktijk individueel geregistreerd kunnen worden.

Die voorwaarden kunnen met name betrekking hebben op de vereisten inzake de opleiding en een getuigschrift waaruit blijkt dat de betrokkene de opleiding met succes heeft afgerond, permanente bijscholing, de lijst van toegestane en/of niet-toegestane handelingen, een regeling inzake bekendmaking.

Zo de paritaire commissie na afloop van de vastgestelde termijn geen advies heeft verstrekt, wordt dat advies geacht te zijn uitgebracht en wordt een verslag betreffende de verschillende, in de paritaire commissie naar voren gebrachte standpunten aan de minister overgezonden.

Op grond van het door de paritaire commissie uitgebrachte advies, bepaalt de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit, de voorwaarden voor de individuele registratie van de beoefenaars.

Elke bepaling waarbij de Koning van dat advies afwijkt, moet uitdrukkelijk met redenen worden omkleed.

#### Art. 4.

De overeenkomstig de artikelen 2 en 3 uitgevaardigde koninklijke besluiten, worden, vóór zij in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt, aan de voorzitters van de Kamer en de Senaat overgezonden.

Die besluiten kunnen geen uitwerking hebben zo zij niet bij wet zijn bekrachtigd vóór het einde van de zesde maand na hun bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

### HOOFDSTUK II. — Paritaire commissie

#### Art. 5.

§ 1. De paritaire commissie is voor de ene helft samengesteld uit leden, voorgesteld door de faculteiten van geneeskunde en voor de andere helft uit leden, voorgesteld door de in toepassing van artikel 2, opgerichte kamers. Aan elk lid wordt een plaatsvervanger toegevoegd die onder dezelfde voorwaarden wordt benoemd.

§ 2. De leden van de paritaire commissie, voorgedragen door de faculteiten van geneeskunde moeten gemachtigd zijn de geneeskunde uit te oefenen en het betreffen zowel huisartsen als specialisten.

De leden benoemd op voordracht van de kamers dienen beoefenaar te zijn van de betrokken niet-conventionele praktijk. De leden van de kamers kunnen zelf deel uitmaken van de paritaire commissie. Van elke kamer moet minstens één lid zitting hebben in de paritaire commissie.

De Koning preciseert de samenstelling van deze paritaire commissie.

§ 3. De Koning benoemt de leden van de paritaire commissie voor een periode van zes jaar. Het mandaat is hernieuwbaar. De minister duidt de voorzitter en de ondervoorzitter van de paritaire commissie aan buiten de leden van de commissie. Zij hebben raadgevende stem. Een door de minister aangewezen ambtenaar wordt belast met het secretariaat.

§ 4. De paritaire commissie kan slechts advies verlenen voor zover haar een ontwerp van advies is voorgelegd door de kamer van de betrokken praktijk.

Deze bepaling is niet van toepassing op het in artikel 3, § 1, bedoelde advies betreffende de algemene voorwaarden die van toepassing zijn voor elke niet-conventionele praktijk.

Bij de mededeling van het advies wordt het ontwerp van advies van de betrokken kamer hieraan in bijlage gevoegd.

§ 5. De commissie mag enkel advies uitbrengen als meer dan de helft van haar leden aanwezig is en op voorwaarde dat twee derde van de aanwezige leden daarmee instemt.

CHAPITRE III. — *Les Chambres*

## Art. 6.

§ 1<sup>er</sup>. Chaque chambre comprend au moins :

1° cinq membres effectifs et cinq membres suppléants présentés par les facultés de médecine et autorisés à exercer la médecine, parmi lesquels au moins un praticien de la médecine générale;

2° cinq membres effectifs et cinq membres suppléants exerçant la pratique non conventionnelle concernée présentés par une organisation professionnelle reconnue.

Faute de présentation des candidats visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Roi désigne, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les membres de la chambre.

Les membres des chambres sont nommés par le Roi pour un terme de six ans.

Chaque chambre est présidée par le président ou, en son absence, par le vice-président de la commission paritaire.

Le secrétariat est assuré par un fonctionnaire désigné par le ministre.

§ 2. En application de l'article 3, §§ 2 et 3, la chambre émet un projet d'avis à la commission paritaire dans les trois mois de la demande d'avis qui lui est adressée par le ministre; sur demande de la chambre concernée ce délai peut être prolongé de trois mois maximum.

Chaque chambre ne peut valablement délibérer que si plus de la moitié de ses membres sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents. Le président ou, en son absence le vice-président, de la chambre a voix consultative.

§ 3. Chaque chambre propose les directives de bonne pratique de la pratique concernée.

Chaque chambre rend, en outre, un avis au ministre relatif, d'une part à l'organisation d'un système de peer review et, d'autre part, aux règles de déontologie.

Le Roi peut fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités d'exécution du présent article.

CHAPITRE IV. — *Procédure*

## Art. 7.

Le Roi peut préciser les modalités de l'organisation et du fonctionnement de la commission paritaire et des chambres.

CHAPITRE V. — *Enregistrement individuel*

## Art. 8.

§ 1<sup>er</sup>. Nul ne peut exercer l'une des pratiques non conventionnelles enregistrées ou accomplir des actes ayant trait à cette pratique, qu'après avoir été enregistré relativement à cette pratique.

Aussi longtemps que le ministre ne s'est pas prononcé sur l'enregistrement individuel, conformément à la procédure visée au § 2, le praticien professionnel concerné ne peut exercer la pratique non conventionnelle.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le praticien professionnel qui a introduit une demande d'enregistrement dans un délai de 6 mois après publication au *Moniteur belge* des dispositions prises en vertu de l'article 3, § 3, peut continuer à exercer la pratique non-conventionnelle. Le ministre doit se prononcer dans un délai de douze mois sur la demande d'enregistrement.

§ 2. L'enregistrement est accordé par le ministre sur avis de la chambre concernée. L'enregistrement est accordé si l'intéressé remplit toutes les conditions fixées en vertu de l'article 3.

La chambre ne peut rendre un avis négatif qu'après avoir donné à l'intéressé l'occasion de lui exposer son point de vue. A cet effet, il est convoqué par lettre recommandée. Il lui est loisible de se faire assister ou représenter par un avocat. Dans son avis, la chambre répond aux moyens avancés par l'intéressé.

§ 3. Lorsqu'un praticien ne respecte pas les dispositions de la présente loi ou des arrêtés pris en exécution de celle-ci, son enregistrement peut être suspendu pendant un délai d'un an maximum, ou lui être retiré. La suspension ou le retrait sont ordonnés par le ministre sur proposition de la chambre concernée.

HOOFDSTUK III. — *De Kamers*

## Art. 6.

§ 1. Elke kamer bestaat uit ten minste :

1° vijf vaste leden en vijf plaatsvervangende leden die worden voorgedragen door de faculteiten van geneeskunde en die ertoe gemachtigd zijn de geneeskunde te beoefenen, van wie ten minste één huisarts;

2° vijf vaste leden en vijf plaatsvervangende leden die de betrokken niet-conventionele praktijk beoefenen en die worden voorgedragen door een erkende beroepsvereniging.

Indien de in het eerste lid bedoelde kandidaten niet worden voorgedragen, wijst de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit de leden van de kamer aan.

De leden van de kamers worden door de Koning benoemd voor een termijn van zes jaar.

Elke kamer wordt voorgezeten door de voorzitter, of in diens afwezigheid, door de ondervoorzitter van de paritaire commissie.

Een door de minister aangewezen ambtenaar wordt belast met het secretariaat.

§ 2. Met toepassing van artikel 3, §§ 2 en 3, brengt de kamer bij de paritaire commissie een ontwerp van advies uit binnen drie maanden na het door de minister aan haar gerichte verzoek om advies; die termijn kan op verzoek van de betrokken kamer met ten hoogste drie maanden worden verlengd.

Elke kamer kan alleen geldig beraadslagen en besluiten indien meer dan de helft van haar leden aanwezig is. De beslissingen worden genomen bij een meerderheid van twee derden van de aanwezige leden. De voorzitter of, indien hij afwezig is, de ondervoorzitter, heeft een raadgevende stem.

§ 3. Elke kamer stelt de richtlijnen voor inzake de goede beoefening van de betrokken praktijk.

Bovendien verstrekt elke kamer aan de minister een advies over enerzijds het organiseren van een systeem van peer review, en anderzijds, de regels inzake beroepsethiek.

De Koning kan bij in Ministerraad overlegd besluit de nadere regels vaststellen voor de tenuitvoerlegging van dit artikel.

HOOFDSTUK IV. — *Procedure*

## Art. 7.

De Koning kan de nadere voorwaarden inzake organisatie en werkwijze van de paritaire commissie en van de kamers bepalen.

HOOFDSTUK V. — *Individuele registratie*

## Art. 8.

§ 1. Niemand mag één van de geregistreerde niet-conventionele praktijken beoefenen of handelingen stellen die tot die praktijk behoren, dan na voor die praktijk te zijn geregistreerd.

Tot zolang de minister zich niet heeft uitgesproken over de individuele registratie, overeenkomstig de procedure bedoeld in § 2, mag de betrokken beroepsbeoefenaar de desbetreffende niet-conventionele praktijk niet blijven uitoefenen.

In afwijking van het eerste lid kan de beroepsbeoefenaar, die een aanvraag tot registratie heeft ingediend binnen een periode van 6 maanden na bekendmaking, in het *Belgisch Staatsblad*, van de krachtens artikel 3, § 3, genomen maatregelen, de niet-conventionele praktijk blijven uitoefenen. De minister moet zich binnen een termijn van twaalf maanden uitspreken over de aanvraag van registratie.

§ 2. De registratie wordt verleend door de minister op advies van de betrokken kamer. De registratie wordt toegekend als de betrokkene beantwoordt aan alle voorwaarden bepaald overeenkomstig artikel 3.

De kamer kan slechts een negatief advies geven nadat de betrokkene de gelegenheid heeft gehad zijn standpunt voor de kamer uiteen te zetten. Daartoe wordt hij bij aangetekend schrijven opgeroepen. Hij kan zich door een advocaat laten bijstaan of vertegenwoordigen. In haar advies beantwoordt de kamer de middelen van de betrokkene.

§ 3. Als een beoefenaar de bepalingen van deze wet of van de besluiten genomen ter uitvoering ervan niet naleeft, kan zijn registratie worden geschorst voor een termijn van maximum één jaar, of ingetrokken. De schorsing of de intrekking wordt bevolen door de minister op voorstel van de betrokken kamer.

La chambre ne peut faire une proposition de suspension ou de retrait qu'après avoir donné à l'intéressé l'occasion de lui exposer son point de vue. A cet effet, il est convoqué par lettre recommandée. Il lui est loisible de se faire assister ou représenter par un avocat. La proposition de la chambre est motivée et comprend une réponse aux moyens avancés par l'intéressé.

§ 4. Le Roi peut déterminer des règles plus précises en ce qui concerne l'attribution de l'enregistrement individuel ainsi que le retrait et la suspension.

#### CHAPITRE VI. — *Obligation d'information*

##### Art. 9.

§ 1<sup>er</sup>. Tout praticien d'une pratique non conventionnelle enregistrée tient un dossier pour chacun de ses patients.

§ 2. Avant d'entamer un traitement à l'égard de son patient, tout praticien d'une pratique non conventionnelle enregistrée qui n'est pas titulaire d'un diplôme de médecine est tenu de demander au patient de produire un diagnostic récent relatif à sa plainte, établi par écrit par le médecin de son choix ou désigné par la personne légalement autorisée à consentir au nom du patient à l'acte médical. Le patient, ou la personne légalement autorisée au nom du patient à consentir à l'acte médical, qui émet en connaissance de cause et de manière non équivoque la volonté de ne pas consulter un médecin de son choix préalablement au traitement par le praticien non conventionnel, confirme sa volonté par écrit.

Le diagnostic écrit ou, le cas échéant, la confirmation écrite par le patient ou son représentant légal de la volonté du premier nommé de ne pas consulter préalablement un médecin sont versés au dossier visé au § 1<sup>er</sup>.

§ 3. Tout praticien d'une pratique non conventionnelle enregistrée prendra toutes les précautions pour éviter que son patient ne soit privé d'un traitement conventionnel.

A cette fin et sans préjudice de l'article 458 du Code pénal auquel il est soumis, le praticien d'une pratique non conventionnelle et non titulaire d'un diplôme de médecine est tenu d'informer un médecin, à la demande de celui-ci, de l'évaluation de la santé de son patient. Le praticien peut également informer un autre praticien, non médecin, de pratique non conventionnelle ou solliciter ces informations auprès de celui-ci.

Dans l'intérêt du patient, tout médecin peut aussi solliciter de sa propre initiative des informations relatives à l'évolution de la santé de son patient auprès du praticien non médecin de pratique non conventionnelle.

L'information échangée ne sera donnée que moyennant le consentement du patient ou de la personne légalement autorisée en son nom à l'acte médical.

##### Art. 10.

§ 1<sup>er</sup>. Les praticiens des pratiques non conventionnelles enregistrées en vertu de la présente loi, qui sont visés aux articles 2, 3, 21bis, 21quater et 22 de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales sont soumis aux dispositions de cet arrêté royal pour autant qu'ils agissent en vertu des compétences qui leur sont conférées par cet arrêté.

§ 2. Après avis de la commission paritaire, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, déclarer une ou plusieurs dispositions de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, applicables aux praticiens des pratiques non conventionnelles, enregistrées en vertu de la présente loi, et qui ne sont pas visés aux articles 2, 3, 21bis, 21quater et 22 de l'arrêté royal précité, ainsi qu'aux praticiens visés au § 1<sup>er</sup> et pour autant qu'ils agissent hors des compétences qui leur sont attribuées par ou en vertu de l'arrêté royal n° 78.

#### CHAPITRE VII. — *Disposition pénale*

##### Art. 11.

§ 1<sup>er</sup>. Sera punie d'une peine d'emprisonnement de huit jours à six mois et d'une demande de cinq cent à cinq mille francs, ou d'une de ces peines seulement, toute personne qui exerce une des pratiques non conventionnelles, ou dispense des traitements habituels en relation avec une de ces pratiques non conventionnelles enregistrées sans être enregistrée en application de l'article 8 ou pour laquelle l'enregistrement a été suspendu ou retiré.

De kamer kan slechts een voorstel tot schorsing of intrekking doen, nadat de betrokkene de gelegenheid heeft gehad zijn standpunt voor de kamer uiteen te zetten. Daartoe wordt hij bij aangetekend schrijven opgeroepen. Hij kan zich door een advocaat laten bijstaan of vertegenwoordigen. Het voorstel van de kamer is gemotiveerd en bevat een antwoord op de middelen van de betrokkene.

§ 4. De Koning kan nadere regels bepalen met betrekking tot de toekenning van de individuele registratie evenals de intrekking en de schorsing.

#### HOOFDSTUK VI. — *Informatieplicht*

##### Art. 9.

§ 1. Elke beoefenaar van een geregistreerde niet-conventionele praktijk houdt voor elk van zijn patiënten een dossier bij.

§ 2. Vooraleer hij zijn patiënt begint te behandelen, is elke beoefenaar van een geregistreerde niet-conventionele praktijk die geen houder is van een diploma van geneesheer, verplicht de patiënt te vragen een recente diagnose omtrent zijn klacht over te leggen die schriftelijk werd opgesteld door een arts naar keuze of door een arts die werd aangewezen door de persoon die wettelijk gemachtigd is namens de patiënt met een medische handeling in te stemmen. De patiënt, of de persoon die wettelijk gemachtigd is om namens de patiënt in te stemmen met een medische handeling, die met kennis van zaken en op ondubbelzinnige wijze te kennen geeft dat hij vóór de behandeling door de niet-conventionele beoefenaar, geen arts naar keuze wenst te raadplegen, bevestigt die wens schriftelijk.

De schriftelijk opgestelde diagnose of desgevallend, de schriftelijke bevestiging van de patiënt of diens wettelijke vertegenwoordiger om voorafgaandelijk geen arts te willen raadplegen, wordt toegevoegd aan het in § 1 bedoelde dossier.

§ 3. Elke beoefenaar van een geregistreerde niet-conventionele praktijk moet alle voorzorgen nemen om te voorkomen dat zijn patiënt een conventionele behandeling wordt ontzegd.

Daartoe en onverminderd de toepassing van artikel 458 van het Strafwetboek waaraan hij onderworpen is, is de beoefenaar van een niet-conventionele praktijk die geen houder is van het diploma van geneesheer, verplicht om een arts op diens verzoek informatie te verstrekken over de ontwikkeling van de gezondheidstoestand van zijn patiënt. De beoefenaar kan tevens aan een andere beoefenaar van een niet-conventionele praktijk die geen arts is, deze informatie verstrekken of bij hem inwinnen.

In het belang van zijn patiënt kan iedere arts ook op eigen initiatief bij de beoefenaar van een niet-conventionele praktijk die geen arts, is, informatie over de ontwikkeling van de gezondheidstoestand van zijn patiënt inwinnen.

De uitgewisselde informatie wordt alleen verstrekt op voorwaarde dat de patiënt of de persoon die wettelijk gemachtigd is namens hem in te stemmen met een medische handeling, daarmee akkoord gaat.

##### Art. 10.

§ 1. Voor de beoefenaars van de geregistreerde niet-conventionele praktijken in toepassing van deze wet en die bedoeld worden in de artikelen 2, 3, 21bis, 21quater en 22 van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies, gelden de regels van dit besluit onverminderd voor zover het hen door of krachtens dit besluit toegekende bevoegdheden betreft.

§ 2. Bij een in Ministerraad overlegd besluit kan de Koning, na advies van de paritaire commissie, één of meerdere bepalingen van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies, van toepassing verklaren op de andere dan de in de artikelen 2, 3, 21bis, 21quater en 22 van voormeld besluit bedoelde beoefenaars van de krachtens deze wet geregistreerde niet-conventionele praktijken, alsmede op de beroepsbeoefenaars bedoeld in § 1 voor zover het handelingen betreft buiten hen door of krachtens het koninklijk besluit nr. 78 toegekende bevoegdheden.

#### HOOFDSTUK VII. — *Strafbepaling*

##### Art. 11.

§ 1. Met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met geldboete van vijfhonderd tot vijfduizend frank of met één van deze straffen alleen, wordt gestraft elkeen die één van de geregistreerde niet-conventionele praktijken beoefent of gewoonlijk handelingen stelt die tot deze praktijken behoren, zonder te zijn geregistreerd bij toepassing van artikel 8 of wiens registratie is geschorst of ingetrokken.

§ 2. Sera puni d'une amende de deux cents francs à cinq mille francs le praticien d'une pratique non conventionnelle, non titulaire d'un diplôme de médecine, qui sciemment ou par négligence, aura entamé son traitement sans diagnostic établi par un médecin selon les modalités prévues à l'article 9 de la présente loi, sauf si le patient ou la personne légalement autorisée à consentir en son nom à l'acte médical a formellement exprimé par écrit sa volonté de ne pas consulter un médecin dans ces circonstances.

#### CHAPITRE VIII. — *Disposition finale*

##### Art. 12.

Les articles 3, 8, 9, 10 et 11 de la présente loi entrent en vigueur six mois après le premier jour du mois suivant celui au cours duquel la nomination des membres de la commission paritaire visée à l'article 5 a pris cours.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 29 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,  
M. COLLA

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
T. VAN PARYS

Notes

##### (1) *Session 1997-1998.*

Chambre des représentants

*Documents.* — Projet de loi, n° 1714/1. — Amendements, n°s 1714/2 à 4. — Rapport, n° 1714/5. — Texte adopté par la commission, n° 1714/6. — Avis du Conseil d'Etat, n° 1714/7. — Amendements, n°s 1714/8 et 9. — Rapport complémentaire, n° 1714/10. — Texte adopté par la commission, n° 1714/11. — Amendement, n° 1714/12.

*Annales parlementaires.* — 24 février 1999, 10 et 11 mars 1999.

*Session 1998-1999.*

Sénat

*Documents.* — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1-1310/1. — Amendements, n° 1-1310/2.

§ 2. Met geldboete van tweehonderd tot vijfduizend frank wordt gestraft hij die een niet-conventionele praktijk beoefent zonder een diploma in de geneeskunde te hebben behaald en wetens of uit onachtzaamheid de behandeling heeft aangevat zonder dat een arts, overeenkomstig de bij artikel 9 van deze wet bepaalde voorwaarden, vooraf een diagnose heeft gesteld, tenzij de patiënt of de persoon die wettelijk gemachtigd is om in diens naam met de medische handeling in te stemmen, schriftelijk formeel te kennen heeft gegeven dat hij in die omstandigheden geen arts wenst te raadplegen.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepaling*

##### Art. 12.

De artikelen 3, 8, 9, 10 en 11 van deze wet treden in werking zes maanden na de eerste dag van de maand volgend op de inwerkingtreding van de benoeming van de leden van de in artikel 5 bedoelde paritaire commissie.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 29 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,  
M. COLLA

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
T. VAN PARYS

Nota's

##### (1) *Zitting 1997-1998.*

Kamer van volksvertegenwoordigers

*Documenten.* — Wetsontwerp, nr. 1714/1. — Amendementen, nrs. 1714/2 tot 4. — Verslag, nr. 1714/5. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 1714/6. — Advies van de Raad van State, nr. 1714/7. — Amendementen, nrs. 1714/8 en 9. — Aanvullend verslag, nr. 1714/10. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 1714/11. — Amendement, nr. 1714/12.

*Parlementaire Handelingen.* — 24 februari 1999, 10 en 11 maart 1999.

*Zitting 1998-1999.*

Senaat

*Documenten.* — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1310/1. — Amendementen, nr. 1-1310/2.

F. 99 — 1948

[C - 99/22277]

**16 MARS 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 21 avril 1983 fixant les modalités de l'agrégation des médecins spécialistes et des médecins généralistes**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, notamment l'article 35sexies, inséré par la loi du 19 décembre 1990;

Vu l'arrêté royal du 21 avril 1983 fixant les modalités de l'agrégation des médecins spécialistes et des médecins généralistes, modifié par les arrêtés royaux des 8 août 1984, 13 mars 1985, 12 août 1985 et 13 juin 1986;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 5, § 3, de l'arrêté royal du 21 avril 1983 fixant les modalités de l'agrégation des médecins spécialistes et des médecins généralistes, est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Le secrétariat du Conseil est assuré par un fonctionnaire désigné par le Ministre. »

N. 99 — 1948

[C - 99/22277]

**16 MAART 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 april 1983 tot vaststelling van de nadere regelen voor erkenning van geneesheren-specialisten en van huisartsen**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies, inzonderheid op artikel 35sexies, ingevoegd bij de wet van 19 december 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 april 1983 tot vaststelling van de nadere regelen voor erkenning van geneesheren-specialisten en van huisartsen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 8 augustus 1984, 13 maart 1985, 12 augustus 1985 en 13 juni 1986;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 5, § 3, van het koninklijk besluit van 21 april 1983 tot vaststelling van de nadere regelen voor erkenning van geneesheren-specialisten en van huisartsen, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. Het secretariaat van de Raad wordt waargenomen door een ambtenaar, aangewezen door de Minister. »